



Hanna – Alexandre – Selim – Sebastien –  
Raymond

### **3<sup>ème</sup> MISSION CIVILE SUISSE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN 8/9 – 19/20 juillet 2002 JOURNAL**

**Gaza, Jénine, Ramallah, Jérusalem-Est, , récit par Alexandre ,  
avec des textes de Raymond George insérés vis à vis des photos.  
Naplouse, récit par Raymond .**

***Mardi 9 juillet 2002***

#### **Arrivée à Jérusalem**

Nous avons passé le contrôle à la douane de l'aéroport Tel-Aviv Ben Gourion sans trop de difficultés.

Raymond George et moi-même avons réservé une nuit dans un hôtel israélien, où le portier est armé et dans le hall duquel on trouve une multitude de drapeaux israéliens. On se réjouit de rejoindre les autres à l'hôtel situé à l'entrée du quartier chrétien de la Vieille ville. Nous rencontrons deux missions françaises, l'une de Paris, l'autre de l'Aude (avec une majorité de militants de la Confédération paysanne) auxquelles nous nous joignons.

Les internationaux sur place nous expliquent qu'ils ont assisté à une fusillade dans le quartier arabe, près de la porte de Damas. Apparemment, un jeune a poignardé un policier. La police a ouvert le feu et un vieillard arabe a perdu la vie dans les tirs. Les militaires et la police ont bouclé le secteur et confisqué tous les papiers des Arabes qui se trouvaient là. Les militants témoins de la scène ont refusé de dégager les lieux, et ont improvisé un sit-in, exigeant que les papiers soient rendus aux gens, ce qui a pu être partiellement réalisé.

Les jours suivants, lorsque nous reviendrons de Gaza ou Cisjordanie, nous aurons l'occasion de saisir la complexité culturelle de Jérusalem, en particulier sa vieille ville. Les communautés se croisent sans se fréquenter. En l'espace d'une rue, on a l'impression de basculer dans un autre monde. Un chemin descend de la Porte Jaffa (où est situé notre hôtel) et mène à la fois vers le Mur des Lamentations et le souk arabe. Des Arabes portant leur coiffe traditionnelle côtoient des Juifs religieux portant arme automatique en bandoulière. Et bien sûr des groupes de soldats surveillent les accès à la ville et aux différents sites religieux.

Les autres membres de la mission suisse (5 au total) sont bien arrivés.

*Mercredi 10 juillet*

Les coordinateurs avaient prévu de partir quelques jours dans la région d'Hébron pour protéger des agriculteurs empêchés de récolter leurs fruits par des tirs de colons et de militaires. Hélas, l'endroit est bouclé et inaccessible. C'est donc à Gaza que les 3 missions – soit 40 personnes au total – iront passer 3 jours.

### **Erez check-point : « Welcome to Gaza »**

Le check-point Erez est très impressionnant. On l'a souvent décrit comme une sorte de station à péage, sauf qu'il est flanqué de soldats et de soldates peu accueillants. L'endroit est quasi désert, et les jeunes militaires doivent s'ennuyer ferme, mais à l'ombre au moins, contrairement à la poignée de Palestiniens qui attend sous un soleil de plomb depuis des heures. Nous avons droit à l'entrée VIP (c'est réellement indiqué ainsi) et nous n'avons pas pu voir le fameux couloir qu'empruntent (ou empruntaient plutôt) les travailleurs palestiniens.

Un membre du groupe se fait confisquer son appareil photo jetable. Ici, nous sommes dans une zone militaire et on doit ranger nos objectifs.

Les Palestiniens assis devant la première barrière affirment attendre depuis six heures de pouvoir rentrer dans la bande de Gaza. Il y a un groupe d'une dizaine d'hommes, ainsi qu'une famille dont une mère avec son bébé. Nous interrogeons l'officier israélien pour connaître la raison de cette attente insupportable. Il nous explique sans grande originalité qu'ils doivent faire des contrôles d'identité et que ça prend du temps. Les Palestiniens assurent pourtant avoir envoyé un fax en avance pour accélérer le processus... Après discussion, la femme et l'enfant peuvent passer par la porte VIP. Quant à nous, le passage mettra 3 heures. Un de nos collègues qui n'a qu'une photocopie de son passeport, doit rebrousser chemin.

### **Agriculteurs agressés**

Notre première visite à Gaza concerne un paysan victime de la politique coloniale soutenue par l'armée. Il habite à proximité d'une colonie du nord du territoire, Aley Sinai ou Dugit. Les Israéliens établissent des zones de no man's land pour « protéger » les colonies, et les routes de contournement. C'est la raison pour laquelle les relations de voisinage entre fermiers palestiniens et colons ne sont pas au beau fixe. Le fermier, Said, explique que son champ a été détruit plusieurs fois. Nous contemplons les séquelles de la dernière visite de Tsahal : au nom de la sécurité d'Israël, la moitié des serres ont été rasées, et les cultures qui s'étendent sur une grande surface ont été écrasées au bulldozer : on distingue nettement les traces de chenilles. Le puits étant un amas de gravats, les tomates qui ont eu la chance d'échapper au bulldozer, pourrissent au soleil, faute d'irrigation. Au loin, nous apercevons le travail d'autres machines qui égalisent le terrain pour étendre la colonie.



« Entre serres et champs blottis autour de la maison et la colonie qui se profile au loin, la terre qui porte les cicatrices qu'y ont laissées les chenilles d'acier est dévastée sur des hectares, les puits d'eau sont comblés, le réseau d'irrigation détruit. Pour empêcher les "terroristes" de se cacher entre concombres et poivrons? Il existe hélas plus d'une méthode pour faire disparaître un peuple; l'acculer à la famine en est une. »

Le fermier nous invite à prendre le thé et une longue discussion s'engage. Il affirme qu'il ne quittera jamais sa maison, dut-elle s'écrouler sur lui. Il nous présente ensuite ses filles. Elles n'ont aucun avenir, aucun espoir. Du moins pas dans ce monde où l'on n'a pas le droit de cultiver sa terre : leur « rêve » est de se marier pour aller mourir en martyr en Israël. Notre interprète s'interrompt et quitte l'assistance pour cacher ses larmes. Comment ne pas comprendre que cette promesse de terreur n'est que la conséquence d'une autre terreur, étatique, méthodique et subie quotidiennement à grande échelle par tout un peuple ?

Nous rendons ensuite visite à un autre fermier qui doit subir les agressions israéliennes alors qu'il souhaite simplement cultiver ses terres. L'endroit est très pauvre ; il y a beaucoup d'enfants qui courent pieds nus au milieu des tôles et des déchets. Les fermiers affirment ne pas pouvoir se rendre dans leur champ sans essayer des tirs. Nous distinguons un char sur la colline qui surplombe les cultures. Les agriculteurs nous demandent de faire bouclier humain afin d'assurer au moins une demi-journée de récolte. Le char quitte sa position dans un nuage de poussière. Qui sait quelles seront les représailles lorsqu'il n'y aura plus d'internationaux à cet endroit pour témoigner ?

Au fil des visites et des rencontres, la stratégie coloniale israélienne se révèle chaque fois dans sa brutalité et toute sa perversité. Elle consiste à terroriser et à pourrir systématiquement la vie des Palestiniens dans le but de les contraindre au départ. On ne peut qu'admirer le courage des autochtones qui ne fuient pas, malgré le danger de mort permanent, au nom du droit fondamental de vivre et de cultiver sa terre.

Nous passons la soirée au Palestinian Centre for Human Rights de Gaza (PCHR) et dormons dans un centre d'hébergement sportif.

### **Jeudi 11 juillet 2002**

#### **Barrage entre Gaza et Rafah**

L'occupant a divisé la bande de Gaza en 3 zones. Nous voulons nous rendre à Rafah, près de la frontière égyptienne, dans le sud du territoire. Il faut donc entrer dans une nouvelle zone. La route la plus courte a été fermée par l'armée. Les Palestiniens doivent emprunter une autre route qui croise celle des colons. Les Israéliens ferment régulièrement cette voie pour assurer le passage des colons, étranglant l'activité de toute la population. Parfois, ils peuvent imposer un jour d'attente, voire plus. Qui plus est, la circulation se fait alternativement dans un seul sens. La file de véhicules en attente est énorme.

#### **Décharge à Rafah**

Nous sommes appelés pour une action de protection, près du camp de réfugiés de Rafah. Entre le camp et la frontière égyptienne se trouve une décharge dans laquelle il est risqué pour les employés de tasser les ordures à la pelle mécanique. En effet, ils sont exposés aux tirs du mirador qui se trouve à quelques centaines de mètres. Là encore, nous sommes confrontés à une nouvelle évidence de la volonté israélienne de détériorer délibérément la vie des occupés.

Nous nous répartissons sur le site afin de laisser le bulldozer travailler une heure. Un journaliste de la TV locale filme la scène. Il porte un vêtement avec la mention « Tv Press – please don't shot » inscrite en grosses lettres.

#### **Aéroport international inutilisable**

L'aéroport international de Gaza se trouve à côté de Rafah. Le terminal principal a l'air neuf. Des avions aux couleurs de Palestinian Airlines et des bus pour le transport des passagers rouillent sur tarmac et pour cause : la tour de contrôle a été détruite par un missile F-16 il y a quelques mois. La piste a été rendue inutilisable : de larges sillons ont été creusés à intervalles réguliers. La Palestine est vraiment coupée du monde.

#### **Maisons détruites**

On retourne dans un quartier sensible de Rafah, situé le long de la frontière égyptienne. Un habitant nous explique le danger permanent auquel est confrontée la population. Le long de la frontière, de nombreuses maisons ont été détruites. Un mirador veille à ce que les propriétaires ne reconstruisent pas leur habitation. Pire : l'homme nous explique qu'il est empêché par les tirs de récupérer les quelques biens qui lui restent sous les décombres. Il aurait besoin d'un bulldozer pour dégager les gravats, mais aucun conducteur n'accepte de prendre un tel risque. N'ayant pas suffisamment préparé cette intervention, nous ne pouvons que constater cette situation et repartir.



« ...façades marquées des profondes balafres laissées par les tirs, squelettes de maisons se dressant au milieu des gravats,

îlots d'habitation transformés en champs de ruines. On pourrait croire que les lieux ont été le théâtre de violents combats, s'il y avait eu combats; mais il n'y a eu qu'une répression militaire impitoyable contre une population désarmée: que sont quelques pauvres fusils face aux Apaches, aux F-16 et aux Merkava de la puissante armée israélienne? Colère dérisoire: ce n'est pas de missions civiles dont la Palestine a besoin, mais de brigades internationales, comme jadis l'Espagne républicaine. »

## Camps de réfugiés de Blocko et Khan Yunis

Le camp de réfugiés de Blocko est l'un des secteurs les plus sinistrés de la région. Un poste militaire est implanté au milieu de la zone. Il est risqué pour les habitants de s'exposer à la vue de cette tour au sommet de laquelle flotte le drapeau israélien. Des milliers d'impacts de balles mutilent toutes les façades. Malgré tout, ces immeubles sont habités. Les enfants sont nombreux dans ce camp et particulièrement agressifs.

Le soir nous sommes reçus au PCHR de Khan Yunis, après quoi nous assistons à un spectacle de danse et de musique organisé pour nous, dans un centre culturel. Cette troupe folklorique a eu l'occasion de partir en tournée au Maghreb et en France, avant l'Intifada. A présent, il leur est impossible de quitter Gaza.

Les 40 membres des missions sont ensuite répartis dans différentes familles, ravies de nous accueillir. Un adolescent dans la famille qui nous loge, nous montre sa collection de photo de martyres. L'une d'elle le met en scène, déguisé en combattant, avec une kalachnikov dans une main, un lance-roquettes dans l'autre. Un frisson et une certaine tristesse nous frappent lorsque dans le tas de clichés apparaît un portrait de Ben Laden. Ces héros idéalisés semblent être des modèles pour une partie de cette jeunesse privée d'avenir et qui grandit au son des raids israéliens.

Nous dormons sur la terrasse couverte et je suis réveillé plusieurs fois à l'aube, d'abord par le muezzin puis par une rafale, qui semble proche. Impossible d'oublier ses voisins colons.

*Vendredi 12 juillet 2002*

### La prison dans la prison



La bande de Gaza, c'est, à quelques km<sup>2</sup> près, la région de la Côte comprise entre Lausanne et Nyon et délimitée, au sud, par la rive du lac et, au nord, par une ligne St-Cergue - Bière - Cheseaux. Vous prenez 40% de ce territoire, de préférence au bord du lac, et vous y installez 6 à 7000 colons; dans les 60% restants, un peu plus de 200 km<sup>2</sup>, vous entassez l'ensemble des habitants de Suisse romande, soit 1'300'000 personnes: la plus forte densité de population du globe. Vous bouclez la région sur tout son pourtour, rivage inclus, vous la quadrillez de check-points et de colonies-fortresses, vous y faites patrouiller l'armée et les milices de colons... et vous obtenez le camp de concentration le plus vaste de la planète.

Nous allons tenter de pénétrer dans une « zone jaune », dans laquelle se trouve la localité de al-Masawi, entre Khan Yunis et Rafah. Ce village de 8 000 habitants est une prison dans la prison, un modèle parfait de l'apartheid imposé par l'occupant. Coincée entre la mer et une colonie juive, la zone est entièrement fermée, coupée du reste du monde. Deux check-points très protégés constituent les seules voies d'accès. Aucun Palestinien de l'extérieur, même parent, n'a le droit de s'y rendre. Les habitants d'al-Masawi disposent de cartes d'identité magnétiques et sont soumis au bon vouloir des soldats qui gardent leur enclos. Ils ne peuvent sortir et rentrer de la zone qu'en petit nombre, à pied, de jour, après les contrôles humiliants d'usage. A l'intérieur de la zone, il y a quatre check-points. Hélas, il nous sera impossible de visiter ce lieu de discrimination, où les colons jouissent de routes et d'infrastructures modernes, séparées des Palestiniens par des patrouilles et des grillages électroniques.

Le check-point que nous approchons est situé dans une zone de destruction impressionnante. Le quartier qui jouxte l'entrée du périmètre interdit, rappelle les images de Beyrouth ou de Mostar. Les immeubles sont éventrés, les façades qui tiennent debout sont criblées. Sur un pan de mur, cette inscription : « Even if you destroy our houses, you will not destroy our souls »

Une forte population de gamins s'agite autour de nous, et rend notre action difficile. Certains s'approchent du poste militaire comme s'il s'agissait d'un jeu.

Nous envoyons deux émissaires parlementer avec les soldats en faction à l'entrée du check-point. Ils nous refusent l'accès sous prétexte que nous sommes un trop grand groupe et que notre « sécurité n'est pas assurée à cause des Palestiniens ». Inutile de lui expliquer que les Palestiniens sont nos amis et qu'on a plus de soucis avec les colons et l'armée... Nous prenons contact avec un organisme basé à Jérusalem chargé d'assurer le lien entre l'armée et les « visiteurs ». Rien n'y fait.

On nous signifie par haut parleur de reculer de trente mètres, derrière une barrière, ce que nous faisons pour favoriser le succès de notre demande. Mais l'agitation des gamins semble être trop difficile à gérer pour ces soldats planqués dans leur bunker à plusieurs dizaines de mètres, c'est pourquoi ils balancent, sans crier gare, une grenade assourdissante. On s'assied et on crie quelques slogans pour la forme, on ne se gêne plus pour filmer et photographier l'installation militaire de la honte, quelques insultes fusent de part et d'autre, puis nous repartons.

### **Les bidonvilles de Gaza**

Autour des routes réservées aux colons, la politique du bulldozer s'applique également. Nous visitons un bidonville où survivent, depuis le début de l'Intifada, quelques familles chassées des maisons qui s'érigeaient à quelques mètres de là. Les champs aux alentours ont été saccagés. Un peu plus loin, se trouve une maison dont les étages supérieurs ont été colonisés. Les Israéliens ont donc une alternative à la destruction pure et simple d'une habitation palestinienne : ils peuvent aussi la voler.

En quittant Gaza, notre chemin croise celui d'une manifestation du Hamas. Compte tenu des spectacles désolants auxquels nous avons assisté ces derniers jours, nous comprenons sans mal que la volonté de vengeance sera loin de s'apaiser.

### **Rencontre avec les refuzniks à Tel-Aviv**

Avant de rentrer à Jérusalem nous décidons de passer à Tel-Aviv pour assister à un concert de soutien aux refuzniks - appelés qui refusent de servir dans les territoires occupés -, organisé par Gush Shalom et Yesh Gvul. Il y a environ 400 personnes, soit bien moins ce que l'espéraient les organisateurs. Une partie du groupe n'a pas voulu se rendre au concert – certains étaient fatigués, d'autres parce qu'ils considèrent les refuzniks comme des « sionistes modérés » (sic).

Dans la rue, des filles du groupe ont été verbalement agressées par un passant parce qu'elles portaient un T-shirt avec le mot « Palestine » dans le dos, qu'elles avaient oublié de changer. L'incident a été évité de peu – on a craint que l'homme passablement éméché n'appelle du renfort – par un sage repli vers le car. Nous sommes tout de même choqués par la tension qui règne partout et qu'il ne faut jamais oublier.

*Samedi 13 juillet 2002*

### **Manifestation à Jérusalem-Est**

Nous voulions manifester à Ramallah contre le couvre-feu avec les ONG et syndicats palestiniens mais le secteur est bouclé : impossible de s'y rendre. Nous avons préparé des banderoles dénonçant l'occupation. Les militants de la Conf<sup>o</sup> ont confectionné des drapeaux français, européen et bien sûr, palestinien.

Nous avons tout de même pu utiliser tout ce matériel en manifestant à Jérusalem, en soutien à l'Université d'Al-Qods. En effet, l'Université arabe située à Jérusalem-Est est accusée d'être un relais politique de l'Autorité palestinienne (laquelle soutient le terrorisme, etc. etc., on connaît la chanson). Les bureaux administratifs ont été fermés, des ordinateurs confisqués, des fichiers détruits.



*Manifestations*

Nous rejoignons une poignée d'employés administratifs et deux ou trois étudiants. Ces derniers ne sont pas plus nombreux car ceux provenant de Cisjordanie sont restés bloqués aux portes de Jérusalem.

Nous déployons nos banderoles et scandons quelques slogans contre l'occupation et en faveur du droit à l'éducation, pour une manifestation statique de deux heures. La rue est peu fréquentée mais nous recevons le soutien relativement discret des Arabes qui passent devant l'endroit. La police a vite fait d'arriver en nombre, police montée comprise et de fermer la rue à la circulation. Deux ou trois caméras et photographes sont également présents. La police exige qu'on enlève le drapeau palestinien, ce que nous refusons (il est interdit en Israël – nous le brandissons tour à tour, commettant ainsi collectivement le délit). Les flics en profitent pour fouiller une dame arabe passant par-là, sous nos sifflets. Les caméras se ruent pour filmer la scène et la femme repart aussitôt. Nous décidons de mettre un terme à notre manifestation malgré le barrage de police. Alors que nous tentons de quitter les lieux, les flics nous chargent aussitôt, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière du groupe. Nous nous asseyons sur le trottoir, contre un mur, cernés par des policiers furieux, peu avarés en coups de pieds et injures. Ils nous abreuvent de « Nique ta race, français pédés, enculés » (en français dans le texte s'il vous plaît). Certains d'entre nous se font traîner au sol. Fahdi, un camarade d'origine palestinienne et de nationalité grecque est extrait du groupe par la force et frappé à coups de crosse, avant d'être emmené. La police nous ordonne de dégager les lieux (on ne demandait pas mieux) sous menace de charger avec les chevaux. Nous repartons escorté de jeeps vers un grand hôtel du quartier. Les policiers, circulant à notre hauteur continuent à nous insulter en français, espérant sans doute trouver prétexte pour se défouler encore un peu.

Mis à part l'arrestation de Fahdi, l'action a été réussie et appréciée des Palestiniens. L'un des étudiants nous explique qu'il était très satisfait de notre action. Il s'est dit soulagé que les étudiants palestiniens n'aient pu venir à la manif car elle était « osée » et ils auraient bien sûr risqué davantage que nous. Le relais médiatique est un autre motif de satisfaction. Nous avons fait la une de journaux arabophones et sommes passés à la TV. Lors de nos visites en Cisjordanie les jours suivants, certains nous reconnaissent et nous remercient.

Quant à notre camarade, il évite de passer devant le juge mais doit repartir en Jordanie le lendemain, après une nuit en détention. Il porte plainte contre la police pour coups et blessures (qui, d'après nos informations, ont continué dans le fourgon de la police jusqu'à ce qu'ils découvrent son passeport grec...).

## *Dimanche 14 juillet 2002*

### **Arrivée à Jénine**

La moitié du groupe part à Naplouse, l'autre à Jénine.

Nous sommes une dizaine à partir pour Jénine en contournant les check-point par les collines. Après une petite marche, un taxi nous attend et nous emmène en ville. Nous sommes reçus par Law, une association affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Najet, une mère de famille d'origine algérienne parlant français, nous expose le quotidien des habitants de Jénine, particulièrement pénible depuis l'attaque contre le camp en avril dernier. L'armée entre et sort à sa guise, impose quotidiennement des couvre-feux, qui durent parfois plusieurs jours de suite. Ils n'hésitent pas à tirer sur ceux qui bravent l'interdiction de sortir de chez soi, y compris les secouristes, comme le directeur local du Croissant Rouge, abattu lors d'une évacuation en ambulance. Deux jours avant notre arrivée, c'est un journaliste palestinien qui a été tué dans l'exercice de son métier.

Najet nous explique leur vie dérégulée, absurde, anormale ; le mari sans travail, les enfants qui ne peuvent aller à l'école, qui ne dorment pas la nuit, terrifiés par le bruit des chars et des hélicoptères. Ils craignent d'autres irruptions dans leur foyer de soldats, qui recherchent des armes et « repartent avec nos téléphones ». Le droit à l'hygiène est bafoué : les canalisations détruites, les habitants du camp doivent acheter de l'eau, ce qui est au-dessus des moyens de certaines familles. Dans les jours qui ont suivi l'attaque sanglante du camp, certains habitants en étaient réduits à boire l'eau des égouts... Parfois, le couvre-feu est si long que leur réservoir s'épuise. « Les habitants de Jénine vivent une régression. Leur niveau de vie a atteint celui des anciens, réfugiés de 1948 », commente notre hôte.

### **L'hôpital de Jénine**

Le travail de secours médical est rendu difficile et dangereux par l'armée. Les ambulances sont des cibles de choix pour Tsahal, ainsi que nous le confirme un Australien travaillant pour le CICR. L'hôpital de Jénine manque de tout : du petit matériel aux médicaments, en passant bien sûr par le matériel sophistiqué. Les lits ne sont pas inclinables et donc surélevés avec des parpaings, les toilettes sont dans un état déplorable, et les trois places de la salle d'opération couvrent toute la région. Nous constatons des impacts de balles dans les couloirs, dans les chambres et dans les bureaux de l'établissement. Les murs sont couverts de photos à la gloire des

martyrs, combattants ou civils – souvent très jeunes. Un patient accepte de nous rencontrer. Il s'agit d'un vieillard blessé par balles alors qu'il se rendait à la Mosquée. Pas un fanatique sanguinaire, non, un vieux qui voulait prier.

Nous ne restons pas longtemps car le couvre-feu est à 20 heures et nous devons rentrer. Je recroise l'Australien du CICR qui nous conseille de ne pas traîner : « Parfois, ils commencent à tirer avant le début du couvre-feu... ».

La nuit tombée, alors que nous sommes sur le point de passer à table, Tsahal nous coupe l'appétit. Une première rafale éclate suivie du vrombissement sourd des chars passant sous nos fenêtres. Au cas où certains habitants de Jénine n'auraient pas compris l'invitation, une voix hurle dans un mégaphone « Go back to your house, go back to your house ! » .

*Lundi 15 juillet 2002*

## **« Le tremblement de terre » de Jénine : combien sur l'échelle des violations des droits humains ?**

Nous nous rendons dans le centre du camp de réfugiés, voir ce que les gens d'ici appellent souvent « le tremblement de terre ». Un quartier a été totalement rayé de la carte. Au centre des destructions, des enfants jouent dans les gravats, sous les indications « Dangerous – falling objects ». Certaines bâtisses n'ont plus de façade, d'autres sont éventrées. Dans le camp, les ruelles sont étroites. Pour y faire passer un bulldozer, il a fallu casser des coins de maisons et arracher quelques murs au passage. Certains édifices troués et fortement abîmés sont encore habités ; des poutres de bois au logo UN les soutiennent. Chaque maison à Jénine a été numérotée au spray par l'armée. A côté de ces indications pouvant servir lors des incursions punitives, figurent des slogans tels que « Israeli crimes should be stopped » ou « We will not forgive ». Des slogans d'un autre goût souillent l'intérieur d'une maison : « Israel forever », des étoiles de David et d'autres souvenirs volontairement blessants, laissés par le visiteur israélien (comme des dessins au tipex sur des meubles, on s'est détendu comme on pouvait, entre deux traques de terroristes). Les différentes familles dont nous recueillons le témoignage évoquent souvent la même terreur, les mêmes chocs. Les soldats ont occupé les étages supérieurs des maisons, enfermé les familles dans une pièce ou les ont carrément chassées pour quelques jours. Une vieille dame nous explique dans quel état elle a retrouvé son intérieur : ses affaires endommagées, ses murs couverts d'inscriptions haineuses et des excréments au milieu du salon... Beaucoup de civils ont perdu la vie lors de l'attaque parce qu'ils regardaient par la fenêtre et ont été pris pour des tireurs. Une autre dame nous explique que c'est ainsi qu'elle a perdu ses deux fils. Elle ne peut retenir ses larmes à l'évocation de l'assaut et nous laissons aux femmes du groupe le soin de la consoler. Mais que répondre à une personne qui nous dit qu'il ne lui reste qu'à se donner la mort ?

Malgré les récits durs à entendre et infiniment douloureux à raconter, l'accueil dans les ruelles du camp est incroyable. Les enfants nous font la fête, et chaque famille nous invite à prendre le thé. C'est dans cette ambiance d'hospitalité et d'amitié que nous passons la nuit chez Najet et sa famille.





*Mardi 16 juillet 2002*

La ville est sous couvre-feu durant la journée. Dans le camp, il y a tout de même un semblant de vie et nous continuons à rencontrer les habitants, bloqués dans leur quartier. Que ce soit à Jénine, Gaza ou ailleurs, les Palestiniens nous remercient de notre présence. Même si nous n'avons pas l'impression d'être d'un grand secours, cette solidarité internationale semble être un réconfort moral très précieux. C'est aussi le but des missions civiles : briser l'isolement de tout un peuple et lui signifier que le monde ne l'a pas oublié. En plus de cette reconnaissance, les Palestiniens insistent sur notre action une fois rentrés dans nos pays respectifs : « Soyez nos ambassadeurs, rapporter ce que vous avez vu. Il faut que le monde sache ».

Dans le reste de la ville, on ne décèle quasiment plus aucune activité humaine, tous les stores sont baissés. Nous marchons seuls au milieu des avenues désertes, bien en vue. Nous quittons Jénine par la route, mais nous sortons de Cisjordanie à pied. Le car nous attend à la frontière israélienne et nous ramène à Jérusalem.

*Mercredi 17 juillet 2002*

### **Le check-point de Kalandia**

Nous partons deux jours à Ramallah. Pour ce faire, il faut franchir le fameux check-point de Kalandia. Ce passage est l'exemple typique de ce que doivent endurer quotidiennement des Palestiniens désirant circuler entre la Cisjordanie et Jérusalem ainsi qu'entre Ramallah et des villages situés à quelques kilomètres à l'extérieur de la ville. Une file impressionnante de véhicules attend de pouvoir passer, y compris des ambulances, dont une qui transporte une femme en attente d'être hospitalisée à Jérusalem. Ceux qui traversent le check-point à pied doivent changer trois fois de taxi : un premier jusqu'au premier barrage, un autre jusqu'au deuxième barrage, et un troisième vers Ramallah. Pour franchir le contrôle, la file doit se diviser : les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. La file d'attente doit s'arrêter à vingt mètres du point de contrôle des cartes d'identité, puis, un par un, les Palestiniens marchent vers les soldats. Certains des hommes à la tête de la file d'attente se trouvent au-delà des fils barbelés. Un soldat aboie pour les faire reculer d'un demi-mètre. On oppresse comme on peut.

### **Ramallah, dans le QG d'Arafat**



L'occupant n'ayant décrété le couvre feu qu'à partir de 15 heures, l'accès à Ramallah se fait pour l'instant sans problèmes. Quelques heures avant le couvre-feu, la ville est très animée. La circulation est dense car la population s'approvisionne. On ne sait jamais s'il sera interdit ou non de circuler les jours suivants. En attendant, nous passons devant la Muqata'a, la préfecture de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne. La route qui y mène a été rendue impraticable. Des chars israéliens sont positionnés dans le secteur, mais nous n'en voyons qu'un seul, à bonne distance de la Muqata'a. Apparemment, nous profitons d'une détente dans ce cinquième siège du QG d'Arafat. C'est par hasard que Claude Léostic, une militante de France-Palestine vivant sur place, nous aperçoit depuis l'intérieur de l'enceinte. Après avoir escaladé les gravats qui obstruent l'entrée, nous sommes invités dans le bâtiment principal. Tout de suite nous mesurons l'ampleur des dégâts. Les bâtiments annexes ont été totalement détruits par les tirs d'obus et de missiles. L'immeuble principal a également subi des dégâts (plus de fenêtres, plafonds défoncés, etc.). Claude nous explique la situation à la Muqata'a : l'incertitude quant à la stratégie israélienne, qui se limite, pour l'instant à l'isolement. Cependant, les combattants et Arafat lui-même, se disent prêts à résister armes à la main, jusqu'au dernier, en cas d'invasion du QG. Claude regrette le peu de présence internationale sur le site, qui se résume à sa personne, depuis quelques jours. Une partie du groupe passera la nuit suivante à la Muqata'a.

## Protestations contre le couvre-feu

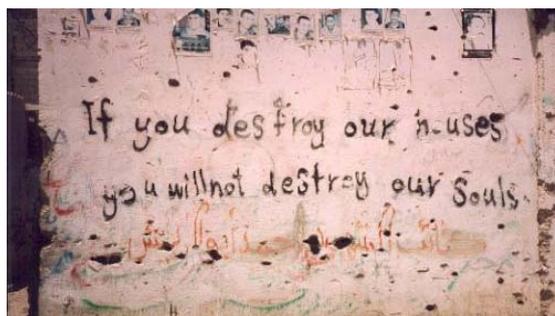
Alors que nous revenons au centre de Ramallah pour nous mettre à disposition des ambulanciers de l'Union of Palestinians Medical Relief Comitees (UPMRC), nous tombons sur une manifestation de jeunes palestiniens contre le couvre-feu, Place Al-Manara, (qu'on appelle également Place aux lions), point chaud de la ville où des heurts parfois sanglants se produisent régulièrement.

Environ 70 manifestants palestiniens scandent des slogans contre l'occupation et pour la liberté de mouvement. Une vingtaine d'internationaux, dont l'International Solidarity Movement (ISM) et notre groupe, se joint à eux. Plusieurs télévisions arabes et étrangères filment les événements. La manifestation se déroulant au-delà du couvre-feu, des jeeps et des chars israéliens s'approchent du lieu, occupant deux rues donnant sur le rond-point. La tension monte et les soldats lancent des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants. Quelques gamins jettent des bouteilles et des pierres en direction des forces israéliennes. Des coups de feu éclatent, vraisemblablement tirés en l'air. Cela suffit à faire reculer les Palestiniens, cibles trop faciles, qui désertent peu à peu le centre-ville. Les quelques militants internationaux présents se couchent devant les véhicules de l'armée. Après des menaces, des soldats tentent d'arrêter certains militants et lient leurs mains avec un fil de plastique. Les internationaux ne se laissent pas faire et les soldats renoncent. Une discussion s'engage même avec un des militaires. « Pourquoi es-tu ici, lui demande une militante française d'une quarantaine d'année, tu ne serais pas mieux à la plage avec tes amis ? » Au-delà de réponses-type sur la sécurité, le jeune semble incapable de justifier de façon argumentée sa présence en Palestine. Au grand étonnement de son interlocutrice, il sort un stylo et inscrit son numéro de téléphone sur la main de celle qu'il tentait d'embarquer trois minutes plus tôt, avant de rejoindre son unité. Une invitation à débattre en d'autres lieux et circonstances ?

Après la dispersion de la manif, des militants d'ISM et des palestiniens sont arrêtés, puis rapidement relâchés, grâce aux rondes que les internationaux effectuent dans le quartier. Le lendemain, les médias palestiniens rendrons compte de la manifestation en évoquant la solidarité des « français ». Nous avons l'impression que les heurts n'ont pas fait de victimes. Cependant, j'ai entendu dire que deux Palestiniens avaient été tués ce jour-là à Ramallah, mais je n'ai pas su si cela avait un lien avec ce clash.

Toujours pour protester contre le couvre-feu, et contre l'asphyxie économique, sociale et psychologique que cette politique d'oppression implique, nous participons à une deuxième action dans les rues de Ramallah. Le responsable de l'UPMRC nous ayant distribué des sifflets, nous défilons dans la ville déserte en compagnie de quelques gamins, avec pour objectif de faire le plus de bruit possible. Les habitants nous approuvent depuis leur fenêtre ou le pas de leur porte mais n'osent pas se joindre à nous. La ville est morte, tous les stores des magasins sont baissés. Seules quelques ambulances et des véhicules marqués « TV » osent circuler.

Deux chars s'approchent de nous et s'arrêtent à notre hauteur. Nous formons une chaîne en faisant le signe de la Victoire. Peu impressionnés par ce face-à-face de cinq minutes, les soldats répondent par le même signe avant de poursuivre leur patrouille. Pour ne pas attirer d'ennuis à l'hôpital tout proche nous décidons de stopper l'action de protestation. Mais toute la soirée, les sifflets distribués aux enfants se feront entendre, pour faire parvenir la protestation jusqu'aux oreilles de l'occupant. Plusieurs fois nous serons réveillés par le bruit des chars, qui patrouillent juste sous nos fenêtres.



*Samedi 19 juillet 2002*

## Départ d'Israël

A cause des menaces d'attentat qui resurgissent après un mois d'accalmie, la sécurité a été renforcée autour de Tel-Aviv, avec la mise en place d'un barrage de contrôle à l'entrée de la ville, sur l'autoroute. A l'aéroport, notre taxi (conduit par un Arabe) est minutieusement fouillé. Nous avons eu droit ensuite à l'inévitable contrôle intégral de nos bagages, et au fatiguant entretien avec les jeunes filles de la sécurité à qui il fallait expliquer pourquoi de paisibles touristes chrétiens comme nous s'étaient rendus dans la bande de Gaza (ainsi que le tampon fait sur nos papiers à Erez Crossing l'indiquait). L'épreuve s'est déroulée sans problème, la sécurité s'est occupée de nos bagages et nous avons eu droit à l'étiquette rouge : passagers à surveiller.

## Naplouse, récit par Raymond

### Dimanche 14 juillet, Naplouse.

Parti de Jérusalem, le car nous dépose en milieu de matinée au check-point contrôlant l'entrée de Naplouse, à cinq kilomètres de la ville. Le couvre-feu est levé et l'étau s'est momentanément desserré; il y a du va-et-vient dans les deux sens et nous passons sur simple présentation de nos passeports. Nous prenons un taxi qui nous mène au bâtiment de l'administration municipale, devant lequel nous avons rendez-vous avec le Dr Saber, de l'Union des comités palestiniens de secours médical (UPMRC). Le bâtiment lui-même, dont la façade est labourée de trous d'obus, est vide et seuls deux ou trois factionnaires occupent une guérite de fortune dressée à l'entrée. Nous nous renseignons, l'antenne de l'UPMRC est à vingt pas. Le Dr Saber nous accueille sur le pas de porte et nous introduit dans le hall du local hâtivement transformé en salle de réunion; il tient à nous faire part d'abord de la situation à Naplouse.

Quatre invasions se sont succédées depuis le début de l'opération "Rempart". Lors de la première, les bombardements israéliens, qui ont touché aussi bien le centre ville que les camps de réfugiés à l'entour, ont anéanti 168 maisons et en ont partiellement détruit 220 autres; l'aviation israélienne a tiré des roquettes à fragmentation, armes bannies par les Conventions de Genève; 80 personnes ont été tuées et 350 blessées, dont 35 ont succombé. Les offensives suivantes ont anesthésié la résistance et la dernière n'a pas vu d'affrontements entre Israéliens et Palestiniens: elle n'a rien été d'autre qu'une campagne de répression meurtrière menée contre la population civile. Au cours de ces invasions, les ambulances du Croissant rouge ont essuyé de nombreux tirs, des ambulanciers ont été blessés ou tués, des médecins arrêtés. A l'heure actuelle, l'armée israélienne se contente de fouiller les ambulances avant de les laisser passer, mais les centres médicaux sont fermés.

Située au fond d'une cuvette et entourée de collines dont les crêtes sont occupées par des colonies et l'armée, la ville a été déclarée zone militaire; elle est bouclée, rares sont ceux qui peuvent y entrer ou en sortir et la pénurie de médicaments se fait durement sentir. Les usines ont été détruites, de même que les infrastructures économiques et sociales, en bref, tout ce qui constitue le cadre de vie essentiel aux habitants d'une cité. Le revenu moyen a chuté de 50% et 75% des gens de Naplouse vivent sous le seuil de pauvreté. Et le couvre-feu recouvre la ville telle une chape de plomb, confinant chacun chez soi, figeant la vie communautaire, asphyxiant toute la société.



L'après-midi, nous accompagnons le Dr Saber dans sa visite à une patiente qui, enfermée chez elle, n'a pas pu se rendre au dispensaire. Elle habite l'une de ces maisons, une quinzaine, situées en différents points de la ville, que l'armée israélienne a occupées, s'installant dans les étages et bouclant les habitants au rez-de-chaussée (en français, on dit: prise d'otages). Après une traversée de la ville dont le couvre-feu a vidé les rues, à part quelques gamins (mais comment les garder enfermés des jours entiers?), nous arrivons en vue de la maison.

Deux de nous s'approchent avec le Dr Saber tandis que les autres restent à une cinquantaine de pas. Nous hélons les soldats. L'un d'eux sort, rejoint plus tard par un officier. Longue palabre. On nous laisse enfin entrer à trois, accompagnés de l'officier et de deux soldats dont c'est la première visite à leurs prisonniers. Discussion avec la famille (mais que dire qui ne heurte pas l'occupant?) puis, pendant que le Dr Saber ausculte sa patiente, avec les soldats. Aucun doute n'effleure le capitaine: sa cause est juste, son combat légitime; l'un des soldats, qui n'ouvrira que peu la bouche, est manifestement de ceux qui exécutent les ordres sans se poser de questions. Le troisième, en revanche, éprouve le besoin d'expliquer et de comprendre, de se justifier tant vis-à-vis de lui-même que de nous. Amertume face à cet homme, à peine un adulte, que broie impitoyablement la machine à déshumaniser qu'est toute armée d'occupation. Nous partons enfin, avec la promesse du capitaine de laisser sortir les habitants lors des levées du couvre-feu... et, au fond du coeur, l'espoir que cet officier accorde plus de valeur à sa parole que ne le font trop souvent les dirigeants sionistes.

Le soir venu, certains de nous s'installent au dispensaire tandis que les autres s'en vont dormir dans un hôtel au coeur de la vieille ville. Hôtel trente étoiles au moins, si l'on en juge par celles qu'ont dessinées les impacts de balles dans les vitres du hall...

### **Lundi 15 juillet, Beit Foriq, Naplouse.**

En dépit du couvre-feu, nous partons le matin pour Beit Foriq, village des environs. Nous n'avons pas fait un kilomètre qu'une jeep nous arrête. Nous parlementons et obtenons l'autorisation de poursuivre notre route... au risque de ne pouvoir rentrer. La situation de ces villages où vivent plus de 70% des Palestiniens est encore pire que celle des villes, nous explique chemin faisant le Dr Saber. Encerclés par l'armée et les colons, coupés du reste du monde, ils sont privés de tout accès aux services médicaux comme aux autres services; la nappe phréatique est pillée par les Israéliens qui en confisquent les 80% et les villages en sont réduits à importer leur eau par camions-citernes. "Les colons nous voleraient jusqu'à l'air qu'on respire, s'ils le pouvaient," commentera plus tard un villageois.



*Camp de réfugiés proche de Naplouse*



*Portraits de martyrs*

Bien que le check-point qui contrôle l'accès de Beit Foriq soit réputé l'un des plus durs à franchir de la région, quand nous l'atteignons après une marche de deux heures, il semble déserté. Nous interpellons les soldats que nous croyons embusqués dans le bunker; pas de réponse, nous ne faisons fuir qu'un chat. Mais à peine avons-nous passé que l'occupation israélienne se rappelle à nous: attaqué ce matin par les colons alors qu'il amenait l'eau au village, un camion-citerne est immobilisé au bord de la route, pneus lacérés et calandre trouée de balles. Scène ordinaire de la vie quotidienne en Palestine occupée. Comme le sont le gamin fauché par la voiture d'un colon sur le chemin de l'école (simple accident de la circulation), le grand-père massacré dans son verger que convoite la colonie (acte isolé d'un psychopathe atteint de démence), le frère malade mort au check-point faute de soins, l'épouse enceinte abattue par erreur d'une balle dans le dos, le verger d'oliviers de plus de 200 ans rasé par les bulldozers: les histoires que nous racontent ceux qui nous reçoivent sont désespérément identiques.

De retour à Naplouse en fin d'après-midi, certains de nous se rendent à l'hôpital. Autres récits et autres images, même terreur et même horreur: la morgue pleine, les frigos vidés pour y entasser les corps, la cour de l'hôpital transformée en fosse commune, jusqu'à ce que l'occupant se décide à autoriser les familles des victimes à venir chercher leurs morts; la rage impuissante devant la mort de ceux qu'on pourrait sauver, et que seul condamne le défaut de médicaments et d'équipements...

Alors que, le soir, nous prenons un moment de détente sur la terrasse de l'hôtel, des rafales d'armes automatiques déchirent le silence: ce sont les Israéliens qui, du haut de leurs collines, se rappellent au bon souvenir des Palestiniens en échangeant des tirs croisés au-dessus de la ville.

### **Mardi 16 juillet, Naplouse, Jérusalem.**

Le matin, visite de la vieille ville. Emergeant de mes souvenirs, une image s'impose: Pompéi. Rangées de façades éventrées et de toits effondrés, larges tranchées où les éboulis se déversent d'une rue dans l'autre, de monstrueuses balafres déchirent la ville. Ici vivaient trois familles, nous dit-on devant ce qui n'est plus qu'un pierrier, et la semaine dernière, on a encore retiré deux corps des décombres. Là... ailleurs encore... les séquences se suivent et se ressemblent.



Peu après-midi, après avoir pris congé de nos hôtes, nous partons à pied pour le check-point où nous attend le car. Nous devons aller chercher le groupe de Jénine et bien que moins de 50 km séparent les deux villes, il nous faudra plus de deux heures de route pour y parvenir: le chauffeur a préféré faire le détour par Israël pour éviter les check-points.

Arrivée à Jérusalem en fin d'après-midi. Une partie des Français va nous quitter ou l'a déjà fait; ceux qui restent se divisent en deux groupes, dont l'un ira à Ramallah et l'autre au Golan.

### **Eradiquer le terrorisme... lequel?**

Destruction ou fermeture des hôpitaux, des écoles, des infrastructures publiques et des services sociaux, couvre-feu qui gèle toute vie économique et sociale, confiscation de l'eau, destruction des récoltes, démolition d'immeubles d'habitation, violences multiples exercées contre la population, assassinats quotidiens de civils sans discrimination d'âge ou de sexe, le but que visent les sionistes est clair: convaincre par la terreur les Palestiniens qu'ils n'ont d'autre choix qu'entre l'exil ou la mort.

En vertu de quelle justice dénie-t-on à l'agressé palestinien le droit d'user des méthodes dont se sert l'agresseur israélien? Franchir la frontière pour frapper la population civile serait-il injustifiable dans un sens, et légitime dans l'autre? Au nom de quoi condamne-t-on le terrorisme du shahid qui fait sauter une discothèque à Tel-Aviv si l'on excuse celui des colons faisant des cartons sur les paysans aux champs, ou celui de l'armée israélienne enterrant des familles entières sous les décombres des maisons qu'elle bombarde?

Peut-être le terrorisme est-il une question de technologie: il est mieux vu d'utiliser des roquettes à fragmentation livrées par les Etats-Unis avec les F-16 et les Apaches pour les larguer, que d'en être réduit à fabriquer des bombes artisanales et à recruter des commandos suicides.

### **Samedi 17 août, Lausanne.**

J'interromps la relecture de mes notes pour écouter la radio. Dresde et Prague sous les eaux, inondations en Inde et au Bengla-Desh, vague de chaleur polluée au Canada, séismes ici ou ailleurs: c'est comme si, à la veille du sommet de Johannesburg, la planète elle-même se rebellait contre ceux qui la pillent et la saignent à blanc. Va-t-on l'accuser de terrorisme?

